



13 MARS 1989

445

Accord de libre-échange Suisse-CEE/CECA (ALE)
Réunion des Comités mixtes, 6 décembre 1988 à Bruxelles

Vu la proposition du DFEP du 23 février 1989

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Il est pris acte du rapport sur la réunion des Comités mixtes Suisse-CEE/CECA.
2. La décision no 5/88 sur la simplification des règles du cumul prise par le Comité mixte est approuvée.

Pour extrait conforme,
 Le secrétaire

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

Nr.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	8	-
	X	EDI	3	-
	X	EJPD	5	-
		EMD		
	X	EFD	7	-
		EVD	15	-
	X	EVED	5	-
		BK		
		EFK		
		Fin.Del.		





2520.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 23 février 1989

R E S U M E

Accord de libre-échange Suisse-CEE/CECA (ALE)
Réunion des Comités mixtes, 6 décembre 1988 à Bruxelles

Les Comités mixtes (CM) se sont réunis le 6 décembre 1988 à Bruxelles et ont commencé cette fois-ci leurs entretiens par le CM Suisse-CECA. Ce dernier s'est d'ailleurs félicité de l'évolution positive des échanges dans le secteur du marché sidérurgique européen.

Le Comité mixte Suisse-CEE a traité de plusieurs thèmes relatifs au fonctionnement de l'ALE, tels que le perfectionnement passif des textiles, la clause arbitrale, les problèmes afférents aux produits agricoles transformés (protocole no 2). Quant à certains cas de mesures d'effets équivalents à des restrictions quantitatives à l'importation, à nouveau évoqués par la Suisse, la Commission propose d'envisager des solutions pragmatiques aux difficultés rencontrées par les exportateurs suisses.

Dans le cadre des discussions sur la coopération hors accord, les deux délégations ont notamment accueilli avec satisfaction l'approbation de principe du Conseil des CE concernant la conclusion de l'accord Assurance.

Dans le domaine des questions douanières et d'origine, le CM a pris acte de la décision 5/88 sur la simplification des règles du cumul.

Cette proposition a pour but de vous demander de prendre acte du rapport des CM et des décisions prises.



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2520.1

Berne, le 23 février 1989

Au Conseil fédéral

Accord de libre-échange Suisse-CEE/CECA (ALE)
 Réunion des Comités mixtes, 6 décembre 1988 à Bruxelles

Les Comités mixtes (CM) Suisse-CEE/CECA ont tenu leur deuxième réunion annuelle sous la présidence du Chef de la délégation de la Commission des CE, M. Pablo Benavides, Directeur compétent pour les relations avec les pays de l'AELE.

La délégation suisse était conduite par M. l'Ambassadeur Benedikt de Tscharner, Chef de la Mission suisse auprès des CE.

1. Comité mixte Suisse-CECA

Il fut exceptionnellement décidé de commencer par ce Comité mixte, afin d'avoir plus de temps à lui consacrer. Les deux délégations constatent l'évolution positive du marché sidérurgique. La Commission a quant à elle soulevé le cas "Ferrowohlen"¹⁾ et a posé une série de questions destinées à clarifier la situation.

M. de Tscharner promet d'y répondre dans la mesure du possible et précise la difficulté pour les autorités suisses d'intervenir sur le marché sidérurgique indigène quant aux genres et quantités de marchandises produites (art. 31 de la Constitution fédérale).

2. Comité mixte Suisse-CEE

21 Fonctionnement de l'Accord

Sans entrer en matière sur les questions économiques, les deux délégations constatent avec satisfaction le bon fonctionnement général de l'accord et l'évolution positive des échanges.

¹⁾ installation d'un laminoir démonté dans la CE et remonté en Suisse

Pour ce qui est du fonctionnement de l'Accord, les entretiens ont porté sur les points spécifiques suivants:

- Dans le cadre du fonctionnement des protocoles additionnels à l'accord suite à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, M. de Tscharnier souligne la décision des pays de l'AELE de suspendre les droits de douane d'un niveau de 2 % ou moins et valorem sur les importations en provenance d'Espagne. Cette action témoigne de la volonté des pays de l'AELE d'accélérer l'intégration des nouveaux membres dans la zone du libre-échange européen.
- Les deux délégations expriment leur satisfaction au vu de l'évolution positive des discussions CE/AELE sur les restrictions quantitatives à l'exportation.
- Suite aux discussions par différentes instances du Conseil du mandat de négociation relatif au trafic de perfectionnement des textiles proposé par la CCE, des experts suisses se sont rendus dans différentes capitales des pays membres de la CE pour leur exposer en détail les problèmes auxquels sont confrontés les exportateurs suisses de fils et tissus. La proposition de négociation suisse vise à rétablir les avantages réciproques de l'ALE. M. de Tscharnier insiste sur le fait qu'il s'agit de parer à l'érosion d'un avantage acquis sur la base du libre-échange et non créer de nouveaux avantages. Il espère enfin vivement que, suite à ces visites, les discussions reprennent dans les instances du Conseil, afin que les négociations entre la CE et la Suisse puissent commencer au début de cette année.

Cette question se heurte à des réticences très marquées au sein du Conseil et tout en étant conscient de la sensibilité de ce dossier et des difficultés qu'il implique, M. Benavides laisse "la porte ouverte" et insiste pour que l'échange d'informations continue entre la Suisse et la Communauté.

- 3 -

Le Chef de la délégation suisse évoque ensuite trois affaires bilatérales où une divergence de vues subsiste quant à l'interprétation des articles 13 et 20 de l'ALE:

- . Exportations de bières suisses vers la RFA (exigence de pureté de la bière): d'un point de vue économique, il n'existe plus de problèmes substantiels. Toutefois, M. de Tscharner tient quand même à rappeler le point de vue suisse à ce sujet (violation des art. 13 et 20) qui a fait l'objet d'une note remise la veille pour examen au service juridique de la Commission des CE.

Pour M. Benavides, il s'agit d'approfondir les problèmes en leur trouvant des solutions pratiques, il ne voit que peu d'espoir d'arriver à un accord sur le plan du principe: l'interprétation du "Reinheitsgebot" reste dans le cadre juridique de la jurisprudence Cassis de Dijon. La comparaison est à faire entre les exigences du pays pour ses propres nationaux et celles imposées aux pays tiers.

- . Règlementation espagnole sur la sécurité des machines (exigence d'une attestation de conformité devant être légalisée par un représentant consulaire espagnol): la délégation suisse reitère son souhait que dès qu'une solution intra-communautaire sera trouvée, une solution s'inspirant des mêmes principes lui soit appliquée à elle et aux autres pays de l'AELE; M. Benavides adopte ici la même approche, proposant de trouver des solutions pratiques au problème en simplifiant les procédures administratives pour les exportateurs suisses. Le problème vu sous un angle juridique subsiste.

M. de Tscharner rappelle dans ce contexte les mesures tarifaires prises par la Suisse vis-à-vis de l'Espagne (2 %).

- . Quant au problème de certification de la réglementation italienne, il fait l'objet d'analyse au sein des services concernés de la Communauté.
- M. de Tscharner rappelle ensuite l'attachement de la Suisse à la clause d'arbitrage qui permettrait d'augmenter la sécurité de droit et de contribuer à une interprétation harmonieuse de l'accord. M. Benavides pense qu'il y a là matière à réflexion mais l'idée d'un sous-comité du Comité mixte irait trop loin.

Les deux délégations se sont ensuite entretenues des questions relatives au protocole no 2. Les deux problèmes principaux sont toujours à l'ordre du jour: pour la CE, le problème de la tare et pour la Suisse, le nouveau système de calcul des éléments mobiles de la CE. Ces derniers ont, depuis le dernier CM, fait l'objet d'une réunion d'experts le 15 novembre.

- . Répondant à la crainte exprimée par M. Benavides quant au système de taxation suisse sur le poids brut, M. de Tscharner, tout en précisant qu'une modification du système entraînerait une modification de la loi et qu'il est peu opportun de l'envisager pour des raisons politiques internes en Suisse, propose de trouver des solutions cas par cas. Comme déjà indiqué lors du dernier CM, la Suisse procédera sur la base d'enquêtes effectuées aux adaptations nécessaires afin que, dès le 1er mars 1989, la tare corresponde le plus étroitement possible au poids effectif des emballages.

Quant au système de calcul d'éléments mobiles de la CE il entraîne des difficultés pour les exportateurs suisses. La Commission réfléchira aux possibilités d'assouplir le système pour tenir compte des remarques suisses. Par ailleurs les deux délégations se réfèrent à la possibilité de trouver une solution sur la base des suggestions faites dans le cadre de la rencontre d'experts AELE/CE, à savoir d'améliorer la coopération administrative en ce qui concerne la composition

- 5 -

des marchandises (calcul de l'élément mobile sur la base de la composition réelle du produit). Enfin, M. de Tscharner se félicite de l'échange de lettres signé à Genève qui améliorera la transparence dans ce domaine.

- Quant au manque d'acidité des vins suisses, suite à la modification introduite en juillet dernier dans le règlement communautaire permettant à des vins de qualité de pays tiers de pouvoir bénéficier à certaines conditions d'une dérogation relative à leur teneur en acidité, la Suisse soumettra sous peu une requête à la CE concernant certaines spécialités de ses vins.
- Enfin, pour la question de l'interdiction des hormones, M. de Tscharner lance un appel urgent de manière à ce que les détails de cette affaire soient réglés avant la date fatidique du 31.12.1988.

M. Benavides prend note de ces deux questions et évoque rapidement l'exportation du Brandy espagnol et celle de la viande porcine.

Pour ce qui est de la coopération hors Accord, le chef de la délégation suisse évoque les différents points suivants:

- . L'évolution positive du suivi de Luxembourg après la réunion ministérielle de Genève
- . la participation accrue de la Suisse aux programmes de recherche communautaires
- . la décision du Conseil des CE prise en novembre 1988 d'approuver dans son principe la conclusion de l'accord sur l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie. Cette décision, de l'avis des deux délégations, ouvre la voie à la conclusion formelle d'un accord pionnier dans le domaine des services. M. de Tscharner espère que les dernières questions techniques seront bientôt résolues pour signer l'accord d'ici au 1 juin 1989.

- . l'intérêt des pays de l'AELE, dont M. Benavides prend note avec satisfaction, pour une coopération avec la CE dans le domaine des transports aériens et leur intention d'entreprendre prochainement des démarches dans ce sens.

22 Questions douanières (Protocole no 3)

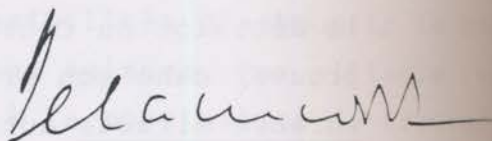
Le Comité mixte a pris note du rapport de M. J. Bernard qui a présidé la 33ème réunion du Comité douanier le 2 décembre 1988 (rapport en annexe).

Il a constaté avec satisfaction que les décisions no 2/88, 3/88 et 4/88, relatives au sodiumperborate, aux pneus usagés et aux éléments de combustible nucléaire sont en cours d'acceptation par voie de procédure écrite.

Par ailleurs, le Comité mixte a pris la décision no 5/88 relative à la simplification des règles du cumul. Indépendamment des effets économiques positifs, ces nouvelles dispositions allégeront le travail tant des exportateurs que des administrations douanières. Les deux délégations se félicitent de ce progrès et adoptent la décision avec satisfaction.

Vu ce qui précède, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Annexes:

- Projet de décision
- Décision no 5/88 modifiant le Protocole no 3 sur la simplification des règles en matière de cumul
- Rapport du Président du Comité douanier

Extrait du procès-verbal à:

- DFAE
- DFI
- DFJP
- DFF
- DFEP 15 (SG 3, OFAEE-BI 4, OFIAMT 2, OFAG 2, OVF 2, OFQC 2)

Accord de libre-échange Suisse-CEE/CECA (ALE)
Réunion des Comités mixtes, 6 décembre 1988 à Bruxelles

Vu la proposition du DFEP du 23 février 1989

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Il est pris acte du rapport sur la réunion des Comités mixtes Suisse-CEE/CECA.
2. La décision no 5/88 sur la simplification des règles du cumul prise par le Comité mixte est approuvée.

Pour extrait conforme,

Le secrétaire

Compte rendu du Président de la 33^{ème} réunion du
Comité douanier CEE-SUISSE

La 33^{ème} réunion du Comité douanier CEE-Suisse s'est tenue à Bruxelles le 2 décembre 1988 précédée d'une réunion informelle des experts en matière d'origine de la Communauté et des pays de l'AELE.

Un certain nombre de points concernant le fonctionnement du Protocole n° 3 ont fait l'objet d'un examen. Un résultat positif a été atteint concernant la demande de changement des règles d'origine pour les raccords de tuyauterie, puisqu'un accord de principe a été constaté sur cette demande émanant des pays de l'AELE. La finalisation d'un texte de projet de décision des Comités mixtes doit être maintenant achevée afin de tenir compte des aspects techniques de la demande.

Par contre les demandes concernant le changement des règles d'origine pour les ficelles, câbles et cordages, les chapeaux en feutre et les bandes plastiques métallisées ne peuvent recevoir l'accord de la Communauté, les motifs invoqués par les pays de l'AELE devant être vérifiés.

Les problèmes touchant à la transposition des règles d'origine dans le Système Harmonisé ont également fait l'objet de discussions.

Lors de la réunion un accord a pu être acquis dans ce domaine en ce qui concerne les produits du riz.

D'autres cas sont toujours à l'examen. L'attention a été appelée sur la nécessité d'accélérer au maximum les procédures devant aboutir aux Décisions des Comités Mixtes rétablissant le statu quo ex ante pour ces produits dans l'intérêt des exportateurs de la Communauté et de l'AELE.

Les problèmes d'application pratique de la déclaration de l'origine sur facture ont également été examinés, en vue d'assurer une application aussi uniforme que possible, par les services douaniers. Un certain nombre de pratiques communes ont pu être agréées. La liste des points d'accord atteints lors de cette réunion figurera en annexe du compte rendu écrit de la réunion.

Il a été constaté avec satisfaction que les décisions n°s 2/88, 3/88 et 4/88, relatives au sodiumpersulfate, aux pneus usagés et aux éléments de combustible nucléaire sont en cours d'acceptation par voie de procédure écrite.

En ce qui concerne les nouvelles dispositions en matière de cumul, la décision n° 5/88 doit être prise par le Comité mixte CEE-Suisse d'aujourd'hui.

Cette réunion s'est tenue dans un esprit positif et je voudrais remercier vivement les participants du côté Suisse pour l'excellente atmosphère qui a prévalu lors de cette réunion.

Annexe 2 [^]EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFTEN
DER RAT

Brüssel, den 24. November 1988

9440/88

RESTREINT

AELE
CH 17BESCHLUSS NR. 5 / 88
DES GEMISCHTEN AUSSCHUSSES EWG-SCHWEIZ

vom

zur Änderung des Protokolls Nr. 3

über die Bestimmung des Begriffs "Erzeugnisse mit Ursprung in"
oder "Ursprungserzeugnisse" und über die Methoden
der Zusammenarbeit der Verwaltungen im Hinblick
auf eine Vereinfachung der Kumulierungsregeln

DER GEMISCHTE AUSSCHUSS EWG-SCHWEIZ -

gestützt auf das am 22. Juli 1972 in Brüssel unterzeichnete Abkommen
zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Schweizerischen
Eidgenossenschaft,

gestützt auf das Protokoll Nr. 3 über die Bestimmung des Begriffs "Erzeug-
nisse mit Ursprung in" oder "Ursprungserzeugnisse" und über die Methoden
der Zusammenarbeit der Verwaltungen (nachfolgend Protokoll Nr. 3 genannt),
insbesondere auf Artikel 28,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die Erfahrung hat gezeigt, dass der komplexe Charakter des Systems der Kumulierung, das gegenwärtig im Protokoll Nr. 3 vorgesehen ist, nicht geeignet ist, dessen Benutzung durch die Betroffenen und die Kontrolle durch die Zollverwaltungen zu erleichtern.

Ausserdem bietet das gegenwärtige System des kumulativen Ursprungs keinen besonderen Anreiz zur Benutzung von Vormaterialien und Teilen, die aus einem der anderen Partnerländer geliefert werden. So gilt der kumulative Ursprung, der innerhalb bestimmter Handelsbeziehungen erworben wird, nicht notwendigerweise im Fall der Ausfuhr in andere Partnerländer, obwohl der Herstellungsvorgang der Fertigware absolut identisch ist.

Es ist daher erforderlich, ein einziges und homogenes Kumulationssystem einzuführen, aufgrund dessen Vormaterialien und Teile mit Ursprung in anderen Partnerländern der verschiedenen Abkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und Österreich, Finnland, Island, Norwegen oder Schweden bei der Herstellung einer Ware in der Gemeinschaft oder in der Schweiz benutzt werden können, ohne dass für den Erwerb des kumulativen Ursprungs restriktive Vorschriften gelten.

Daraus folgt, dass die Artikel 1, 2 und 3 sowie die Vorschriften des Protokolls Nr. 3, die sich auf diese Artikel beziehen, geändert werden müssen.

Es ist eine Schutzklausel erforderlich, damit vermieden wird, dass den Herstellern der einen oder anderen Vertragspartei durch die neuen Kumulierungsbestimmungen ein schwerwiegender Schaden entsteht oder zu entstehen droht.

Es ist erforderlich, nach einem Versuchszeitraum die Auswirkungen der Einführung der neuen Kumulierungsregeln zu prüfen, um deren wirtschaftliche Auswirkungen festzustellen; deshalb ist es angebracht, dass dieser Beschluss für einen Zeitraum von drei Jahren gilt -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das Protokoll Nr. 3 wird wie folgt geändert:

1. Die Artikel 1, 2 und 3 erhalten folgende Fassung:

"ARTIKEL 1

Zur Anwendung des Abkommens gelten unbeschadet der Artikel 2 und 3 dieses Protokolls

1. als Ursprungserzeugnisse der Gemeinschaft

- a) Erzeugnisse, die im Sinne des Artikels 4 dieses Protokolls vollständig in der Gemeinschaft erzeugt worden sind,

b) Erzeugnisse, die in der Gemeinschaft unter Verwendung von Vormaterialien hergestellt worden sind, die dort nicht vollständig erzeugt wurden, vorausgesetzt,

i) dass diese Vormaterialien in der Gemeinschaft im Sinne des Artikels 5 dieses Protokolls ausreichend be- oder verarbeitet worden sind oder

ii) dass diese Vormaterialien Ursprungserzeugnisse der Schweiz im Sinne dieses Protokolls sind oder Ursprungserzeugnisse Österreichs, Finnlands, Islands, Norwegens oder Schwedens im Sinne des Protokolls Nr. 3 zum Abkommen zwischen der Gemeinschaft und jedem dieser Länder, soweit diese Bestimmungen mit denen dieses Protokolls übereinstimmen;

2. als Ursprungserzeugnisse der Schweiz

a) Erzeugnisse, die im Sinne des Artikels 4 dieses Protokolls vollständig in der Schweiz erzeugt worden sind,

b) Erzeugnisse, die in der Schweiz unter Verwendung von Vormaterialien hergestellt worden sind, die dort nicht vollständig erzeugt wurden, vorausgesetzt,

i) dass diese Vormaterialien in der Schweiz im Sinne des Artikels 5 dieses Protokolls ausreichend be- oder verarbeitet worden sind oder

- ii) dass diese Vormaterialien Ursprungserzeugnisse der Gemeinschaft im Sinne dieses Protokolls sind oder Ursprungserzeugnisse Österreichs, Finnlands, Islands, Norwegens oder Schwedens im Sinne der Bestimmungen des Protokolls Nr. 3 zum Abkommen zwischen der Gemeinschaft und jedem dieser Länder oder im Sinne der Ursprungsbestimmungen des Übereinkommens, das den Handel zwischen der Schweiz und diesen Ländern regelt, soweit diese Bestimmungen mit denen der genannten Protokolle übereinstimmen.

ARTIKEL 2

(1) Unbeschadet des Artikels 1 Nummer 1 Buchstabe b Ziffer ii behalten Waren ihren Ursprung bei, den sie in Österreich, Finnland, Island, Norwegen, Schweden oder der Schweiz im Sinne der in Artikel 1 genannten Protokolle Nr. 3 erlangt haben, wenn sie aus der Gemeinschaft nach der Schweiz in unverändertem Zustand ausgeführt werden oder nachdem sie in der Gemeinschaft keine Be- oder Verarbeitungen erfahren haben, die über die in Artikel 5 Absatz 5 genannten Be- oder Verarbeitungen hinausgehen.

(2) Unbeschadet des Artikels 1 Nummer 2 Buchstabe b Ziffer ii behalten Waren ihren Ursprung bei, den sie in der Gemeinschaft im Sinne dieses Protokolls oder in Österreich, Finnland, Island, Norwegen oder Schweden in Anwendung der in Artikel 1 genannten Ursprungsbestimmungen erlangt haben - soweit diese Bestimmungen mit denen dieses Protokolls übereinstimmen -, wenn sie aus der Schweiz in die Gemeinschaft in unverändertem Zustand ausgeführt werden oder nachdem sie in der Schweiz keine Be- oder Verarbeitungen erfahren haben, die über die in Artikel 5 Absatz 5 genannten Be- oder Verarbeitungen hinausgehen.

(3) Zur Anwendung der Absätze 1 und 2 wird in den Fällen, in denen Waren mit Ursprung in der Gemeinschaft und einem oder mehreren der in Artikel 1 genannten Länder oder mit Ursprung in zwei oder mehreren dieser Länder verwendet werden und in denen die Waren in der Gemeinschaft oder in der Schweiz keine Be- oder Verarbeitungen erfahren haben, die über die in Artikel 5 Absatz 5 genannten Be- oder Verarbeitungen hinausgehen, der Ursprung durch die Ware mit dem höchsten Zollwert bestimmt oder, wenn der Zollwert nicht bekannt ist und nicht festgestellt werden kann, mit dem höchsten ersten feststellbaren Preis, der für diese Ware in der Gemeinschaft oder der Schweiz gezahlt worden ist

ARTIKEL 3

Die in Anhang II genannten Waren fallen vorläufig nicht unter dieses Protokoll. Die Bestimmungen über die Zusammenarbeit der Verwaltungen sowie Artikel 23 gelten jedoch sinngemäss für diese Waren."

2. In Artikel 5 Absatz 5 werden die Worte "Artikels 1 Absatz 1 Buchstabe b und Absatz 2 Buchstabe b" ersetzt durch die Worte "Artikels 1 Nummer 1 Buchstabe b Ziffer 1 und Nummer 2 Buchstabe b Ziffer 1".
3. Artikel 6 Absatz 3 wird gestrichen.
4. In Artikel 8 Absatz 3 Unterabsatz 2 werden die Worte "in Artikel 2" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".

5. Artikel 9 wird wie folgt geändert:

a) Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"(3) Die Zollbehörden der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft oder der Schweiz sind befugt, die Bescheinigungen EUR.1 unter den in diesem Protokoll genannten Voraussetzungen zu erteilen, wenn die Ausfuhrwaren als Ursprungserzeugnisse der Gemeinschaft, Österreichs, Finnlands, Islands, Norwegens, Schwedens oder der Schweiz im Sinne von Artikel 2 dieses Protokolls angesehen werden können und sofern sich die Waren, auf die sich diese Bescheinigungen EUR.1 beziehen, in der Gemeinschaft oder in der Schweiz befinden.

In diesen Fällen werden die Bescheinigungen EUR.1 bei Vorlage der zuvor erteilten Ursprungsnachweise erteilt."

b) In Absatz 4 Unterabsatz 1 werden die Worte "der im Abkommen" ersetzt durch die Worte "der im Abkommen zwischen der Gemeinschaft und den in Artikel 1 genannten Ländern".

c) Folgender Absatz wird hinzugefügt:

"(10) Die Absätze 2 bis 9 finden sinngemäss Anwendung auf die gemäss Artikel 13 dieses Protokolls ausgestellten Ursprungsnachweise ermächtigter Ausführer."

6. In Artikel 10 Absatz 5 werden die Worte "und die in Artikel 9 Absatz Unterabsatz 2 dieses Protokolls genannten Bescheinigungen EUR.1" ersetzt durch die Worte "und die in Artikel 9 Absatz 3 Unterabsatz 2 dieses Protokolls genannten Ursprungsnachweise".
7. In Artikel 13 Absatz 8 Buchstabe a werden die Worte "in Artikel 2 Absatz 1" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".
8. In Artikel 16 Absatz 1 werden die Worte "in Artikel 2" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".
9. In Artikel 22 werden die Worte "in Artikel 2" zweimal ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".
10. In Artikel 23 Absatz 1 am Ende werden die Worte "in Artikel 2" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".
11. In Artikel 24 erhalten die Absätze 3 und 4 folgende Fassung:

"(3) Zur Anwendung von Artikel 1 Nummer 2 Buchstabe b Ziffer 11 und von Artikel 2 werden Waren, die die Ursprungseigenschaft in Spanien erworben haben, oder Waren, die mit einer Bescheinigung EUR.1, die in Feld 7 'Bemerkungen' die Kurzbezeichnung 'ES' trägt, nach der Schweiz

eingeführt worden sind und dort keine ausreichende Be- oder Verarbeitung erfahren haben, die ihnen den Ursprung der Schweiz verleiht, und nach einem anderen Mitgliedstaat der Gemeinschaft als Spanien oder nach Österreich, Finnland, Island, Norwegen oder Schweden ausgeführt worden sind, bei ihrer Einfuhr dort so behandelt, als seien sie unmittelbar aus Spanien eingeführt worden.

(4) Zur Anwendung von Absatz 3 ist der Ausführer oder dessen bevollmächtigter Vertreter verpflichtet, in Feld 7 'Bemerkungen' der in der Schweiz ausgestellten Bescheinigungen EUR.1 die Kurzbezeichnung 'ES' einzutragen."

12. In Artikel 25 Absatz 2 werden die Worte "in Artikel 2" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".

13. Artikel 27 erhält folgende Fassung:

"ARTIKEL 27

(1) Zur Anwendung von Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe b Ziffer ii dieses Protokolls gilt jedes Ursprungserzeugnis Österreichs, Finnlands, Islands, Norwegens oder Schwedens als Erzeugnis ohne Ursprungseigenschaft, solange die Schweiz aufgrund der Handelsregelung zwischen der Schweiz und den genannten Staaten auf diese Ware gegenüber einem der genannten Staaten den Drittlandszoll oder eine entsprechende Schutzmassnahme anwendet.

(2) Zur Anwendung von Artikel 1 Nummer 2 Buchstabe b Ziffer 11 dieses Protokolls gilt Jedes Ursprungserzeugnis Österreichs, Finnlands, Islands, Norwegens oder Schwedens als Erzeugnis ohne Ursprungseigenschaft, solange die Gemeinschaft aufgrund ihres Abkommens mit einem der genannten Staaten auf diese Ware gegenüber diesem Staat den Drittlandszoll anwendet."

14. Anhang I (Erläuterungen) wird wie folgt geändert:

a) Anmerkung 3:

- In der Überschrift werden die Worte "zu den Artikeln 1, 2 und 3" ersetzt durch die Worte "zu den Artikeln 1 und 2".
- Im Text der Anmerkung werden die Worte "in Artikel 2" ersetzt durch die Worte "in Artikel 1".

b) Anmerkung 9:

Die Worte "Abschriften der früher für diese Waren erteilten Bescheinigungen EUR.1" werden ersetzt durch die Worte "Abschriften der früher für diese Waren erteilten oder ausgestellten Ursprungsnachweise".

15. In der Überschrift des Anhangs II werden die Worte "Artikel 1" ersetzt durch "Artikel 3".

Artikel 2

Sollte es sich zeigen, dass die Anwendung der neuen Kumulierungsbestimmungen zu einer derart gesteigerten Verwendung von Vormaterialien ohne Ursprungseigenschaft führt, dass einem im Gebiet einer Vertragspartei tätigen Produktionszweig ein schwerwiegender Schaden entsteht oder zu entstehen droht, so kann die betroffene Vertragspartei von Artikel 1 Nummer 1 Buchstabe b Ziffer ii und Nummer 2 Buchstabe b Ziffer ii des Protokolls Nr. 3 abweichen. In diesem Falle wendet sie auf das (die) betreffende(n) Erzeugnis(se) die Kumulierungsbestimmungen an, die zuvor galten.

Die Massnahmen werden dem Gemischten Ausschuss unverzüglich unter Angabe aller zweckdienlichen Informationen mitgeteilt. Unbeschadet der getroffenen Schutzmassnahmen prüft der Gemischte Ausschuss unverzüglich die Lage, damit eine für die Vertragsparteien annehmbare Lösung gefunden wird.

Artikel 3

(1) Zur Anwendung von Artikel 2 ist der Ausführer während des in Artikel 4 genannten Versuchszeitraums verpflichtet, auf dem Ursprungsnachweis die Kurzbezeichnung "DC" einzutragen für die Fälle, in denen in der Gemeinschaft oder in der Schweiz Vormaterialien mit Ursprung in Österreich, Finnland, Island, Norwegen oder Schweden und zusätzlich Vormaterialien ohne Ursprung in der Gemeinschaft, der Schweiz oder einem der genannten Länder verwendet worden sind.

(2) Diese Eintragung wird in Feld 7 der Bescheinigung EUR.1 angebracht.
Falle einer Erklärung des Ausführers wird sie unmittelbar hinter der
Bezeichnung des Ursprungslandes hinzugefügt.

Artikel 4

Dieser Beschluss tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Er findet bis zum 31. Dezember 1991 Anwendung.

Geschehen zu Brüssel am

Für den Gemischten Ausschuss EWG-Schweiz

Der Vorsitzende